



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 76 - 10 septembre 1979

PRIX : 1 F



MAURITANIE
FORCÉS
PAR LA
LUTTE, LES
DICTATEURS
ONT SIGNÉ
LA PAIX

sommaire

Page 3 :

- MAURITANIE : l'UTMF à la remorque du Comité Militaire

Page 4 :

- TCHAD : les dirigeants des tendances sont d'accord pour partager le gâteau

Page 6 :

- SENEGAL : détournement de fonds à l'ONCAD

Page 7 :

- MADAGASCAR : grève des fonctionnaires

Page 9 :

- CONFERENCE DES NON-ALIGNES : foire de dictateurs

Page 10 :

- IRAN : le régime de Khomeiny assassine

Page 11 :

- MENACE DE MORT SUR DES TROTSKYSTES IRANIENS

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier BP 145

75 023 Paris Cedex

En spécifiant : "pour le PAT"

éditorial

MAURITANIE : FORCES PAR LA LUTTE,

LES DICTATEURS ONT SIGNE LA PAIX

Le gouvernement mauritanien a signé au début d'août à Alger, un accord de paix avec le Front Polisario. Quelques jours plus tard, le premier ministre mauritanien, le colonel Mohamed Khouma Haïdallah a annoncé à la radio, la décision du Comité Militaire de retirer ses troupes du Sahara, à partir du 15 août. Dès le retrait des troupes mauritaniennes, le gouvernement de Rabat a vite envoyé ses troupes occuper Tiris-El-Garbia. C'est-à-dire le territoire qui avait été antérieurement occupé par la Mauritanie.

Le petit brigand mauritanien craint visiblement depuis cette date, que le grand brigand marocain ne se contente pas de mettre la main sur l'ensemble du Sahara Occidental, mais qu'il s'emprenne à la Mauritanie elle-même. C'est pour cela que les dirigeants de Nouakchott ont tiré la sonnette d'alarme qui semble d'ailleurs avoir été entendu par l'Elysée.

En effet Giscard d'Estaing, en recevant le nouvel ambassadeur de Mauritanie, lui a confirmé que le gouvernement français soutiendrait toujours la Mauritanie pour le respect de ses frontières reconnues internationalement.

Cette prise de position de l'impérialisme français est faite non seulement pour rassurer ces valets mauritaniens mais aussi pour donner un avertissement au régime marocain qui a toujours rêvé de réaliser le "Grand Maroc" par l'intégration du Sahara Occidental et de la Mauritanie dans son royaume.

En 1960, Hassan II s'était violemment opposé à la création d'un Etat mauritanien indépendant, sans y parvenir. Après plusieurs années de méfiance, contre le Maroc et ses visées expansionnistes, les dirigeants mauritaniens ont cependant subitement changé d'attitude lorsqu'il s'agissait de se partager le Sahara Occidental. Ould Daddah avait accepté de cautionner la main-mise de Hassan II sur le Sahara Occidental contre une partie de la dépouille.

C'est ainsi que le Sahara fut partagé, sans consulter les populations concernées, avec l'accord officiel du colonialisme espagnol, et avec la bénédiction de l'impérialisme français. Par la même occasion d'ailleurs, la Mauritanie a effectué un spectaculaire renversement d'alliance, en abandonnant ses liens avec l'Algérie -qui lui servaient jusque là de contre poids à l'influence marocaine- au profit de l'alignement derrière le Maroc.

La belle combinaison de brigandage ainsi échaffaudé n'a cependant pas tenu compte de ce que la population saharouie, que personne n'avait consultée, avait d'autres possibilités de se faire entendre qu'un référendum. La lutte armée engagée par les saharouis, sous l'égide de l'organisation nationaliste le Front Polisario -et avec l'appui de l'Algérie- ne laisse guère de doute sur le fait que la population saharouie réclame son droit à l'indépendance nationale.

.../...

Cette lutte armée va affaiblir l'armée mauritanienne et mettre l'économie de ce pays au bord de la faillite. L'armée française intervient alors, avec ses Jaguars, aux côtés de Ould Daddah. Mais tout cela n'a pas empêché les saharouis de continuer leur lutte contre la Mauritanie, en surveillant de près le chemin de fer Nouadhibou-Zouérate.

En voulant continuer la guerre, le régime de Ould Daddah devint de plus en plus impopulaire. Il est contesté au sein même de son parti (le PPM) par la jeunesse surtout. Ould Daddah renversé, personne ne leva le petit doigt pour le soutenir. Saleck décide alors de négocier la paix avec le Front Polisario.

Enfin de compte, le petit brigand mauritanien trop faible se trouve écarté aujourd'hui du Sahara Occidental, au profit de son compère plus puissant. Mais même le puissant Maroc n'est pas sûr de garder le Sahara Occidental contre les saharouis, car un peuple, même petit, qui est déterminé à se battre, peut tenir en échec une armée bien équipée. Bien des armées de grandes puissances en ont fait l'expérience.

Les dirigeants mauritaniens auront tout juste apporté leur contribution sans gloire et sans profit à un acte de brigandage. Et ils l'ont fait avec le sang et les efforts de leur propre peuple.

MAURITANIE L'UTMF à la remorque du Comité Militaire

Dans un récent texte distribué lors de son meeting du dimanche 9 septembre, l'UTMF (Union des Travailleurs Mauritaniens en France) donne ses positions sur les récents événements en Mauritanie, et surtout sur le nouveau gouvernement issu du coup d'Etat d'avril dernier.

On ne peut pas accuser l'UTMF de ne pas être claire sur la caution qu'elle donne aux galonnés de Nouakchott. Elle va même jusqu'à dire : "Le nouveau gouvernement vient d'engager une politique d'austérité, nous soutiendrons cette politique dans la mesure où elle aura comme objectifs l'assainissement et le redressement économique, culturel et social... consolider l'indépendance économique, respecter la question nationale, abolir l'esclavage et améliorer les conditions de vie des couches les plus déshéritées..."

Comment être plus clair pour affirmer que l'UTMF est à la remorque des dictateurs de la Mauritanie ? Cela ne sert à rien de dire après que les travailleurs doivent quand même rester "vigilants" !

L'UTMF prétend défendre les travailleurs mais en réalité elle ne fait que défendre les dictateurs en leur redorant le blason. Lors du meeting, les dirigeants de l'UTMF ont dit que leur organisation "ne fait pas de politique mais du syndicalisme et que par conséquent, elle ne peut donner son appréciation que sur telles ou telles mesures prises par le gouvernement".

L'UTMF qui se targue de son indépendance à l'égard de l'ancien régime, voire de son opposition, s'aligne aujourd'hui derrière le pouvoir avec autant d'hypocrisie, que bien des syndicats inféodés aux régimes dictatoriaux d'Afrique. N'est-ce pas faire la politique de Ould Haïdallah que de dire que ce sont "les intérêts fondamentaux des populations" que son Comité Militaire défend actuellement après la signature de l'accord avec le Polisario ?

Il a donc suffi que le régime de Nouakchott bousculé par la lutte des saharaois, incapable de continuer la guerre, effrayé par les conséquences de cette guerre à l'intérieur même de la Mauritanie, soit contraint de signer la paix, pour que l'UTMF tombe en extase et trouve à la dictature toutes sortes de vertues.

Si toute cette histoire prouve quelque chose, ce n'est pas sur le régime, qui est resté le même qu'avant, hostile aux classes laborieuses, mais sur l'opportunisme de l'UTMF qui lui fait découvrir une "politique juste et courageuse" dans celle de Ould Haïdallah.

Les travailleurs et les petits paysans n'ont rien à attendre du régime Mauritanien. Ils n'auront pas plus de libertés démocratiques que sous le régime de Ould Daddah. Quand ils se mettront en grève, ils auront en face d'eux, le même appareil de répression. Ils n'ont aucune garantie non plus, que les nouveaux dictateurs ne refassent pas la guerre avec les saharaois.

Laissons l'UTMF applaudir les "courageux militaires" ! Il ne serait même pas étonnant qu'elle fasse la quête ici dans l'émigration pour soutenir ces dictateurs. Les dictateurs sauront la remercier.

— — — — —

les dirigeants des tendances sont
TCHAD d'accord pour le partage du gâteau

A la 4^{ème} conférence sur la "reconciliation nationale" au Tchad qui s'est tenue en août dernier à Lagos (Nigeria), toutes les fractions en conflit, au nombre de onze, y compris celles précédemment écartées aux négociations de Kano, étaient représentées.

Il y avait notamment celles au pouvoir à N'Djaména, c'est-à-dire les Forces Armées du Nord (Hissen Habré), le Frolinat (Goukouni) et les Forces Armées Occidentales (Mahamat Moussa) ; les débris des Forces Armées du Tchad (Kamougué) et le "Frolinat Originel" (Abba Siddick).

Tous les dirigeants de ces tendances avides de pouvoir, sont néanmoins parvenus à un accord : Goukouni Oueddeï et Wadal Kamougué sont nommés respectivement président et vice-président du nouveau "gouvernement transitoire d'Union Nationale". Tous préconisent le départ des troupes françaises du Tchad et la dissolution de toutes les forces en conflit en une seule armée nationale, la démilitarisation de N'Djaména et d'autres villes sous le contrôle de "forces neutres" africaines (pays voisins exclus) et la tenue d'ici un an et demi d'élections libres.

Mais à peine les accords signés que certaines tendances les remettent en cause. En particulier Kamougué, le "représentant" des sudistes et le Frolinat dirigé par Goukouni. Pour le premier, il n'est pas question de dissoudre les FAT dans aucune force que ce soit. Lui qui fut un temps ministre des affaires étrangères sous le gouvernement de Maloum sait fort bien qu'un général sans troupes n'est pas un vrai général. C'est pour cela que Kamougué a déclaré récemment à Radio-Moundou : "Les responsables du sud du pays ont rejeté la partie des accords de Lagos préconisant la dissolution des armées des différentes tendances". Selon eux, les Fat "constituent la Force légale du pays" et que c'est aux autres tendances de se "dissoudre pour les rejoindre". La légalité des FAT n'est qu'un prétexte.

.../...

A N'Djaména, Goukouni et Hissen Habré ne l'entendent pas de cette oreille. Ils rejettent les allégations de Kamougué. A leur retour de Lagos, ils ont mis sur pied un "Comité Provisoire de Gouvernement" sans la participation des éléments sudistes qui refusent pour le moment de regagner la capitale de peur que leur sécurité ne soit pas assurée.

Les dirigeants de N'Djaména, plus que ceux du sud s'opposent pour le moment, au départ de toutes les troupes françaises du Tchad, et pour cause.

Les ennemis d'hier sont devenus aujourd'hui des amis. Or l'une des principales revendications du Frolinat, à l'époque où il était dans l'opposition, était le départ immédiat et sans condition des troupes françaises stationnées dans le pays. C'est ce même Frolinat qui, à peine au pouvoir, va jusqu'à faire manifester la population N'Djaménoise pour s'opposer à leur départ.

Les dirigeants du Frolinat ont peut-être oublié que c'est cette même armée française qui, hier encore, tuait leurs troupes et massacrait les populations civiles. Ce n'est pas l'impérialisme français qui a changé de politique. C'est le Frolinat qui cherche maintenant son alliance. Ce qui intéresse cette organisation, c'est le pouvoir.

Dans ces conditions, les accords de Lagos, comme ceux de Kano risquent de demeurer lettre morte. La solution politique au conflit semble laisser place plutôt aux armes.

Car dans un pays sous-développé comme le Tchad, où il n'existe pas de libertés démocratiques, il ne peut y avoir à la tête de l'Etat, deux ou plusieurs dictateurs. Et la seule manière de régler les divergences des prétendants au pouvoir, c'est l'élimination physique du plus faible par le plus fort.

Mais si jusqu'à présent il reste à la tête de l'Etat complètement disloqué plusieurs candidats, et si les différentes fractions jouent à travers les conférences, au règlement pacifique du problème, c'est parce que ni les uns ni les autres signataires des accords de Lagos n'arrivent pour le moment à éliminer leurs adversaires.

Mais tout montre que ces rivaux n'attendent que le moment propice pour se régler leurs comptes par les armes. A moins que d'un autre côté naisse une force organisée, celle des travailleurs et des paysans pauvres qui mettra ces faux ennemis que sont les tendances du Frolinat et autres dans le même camp des alliés naturels contre les travailleurs.

Car si aujourd'hui ces dictateurs utilisent ces derniers pour assouvir leurs ambitions personnelles et osent régler leurs problèmes par dessus la tête des exploités tchadiens, c'est parce que ceux-ci n'ont pas encore leur propre organisation pour montrer à ces dictateurs qu'ils ont leur mot à dire sur la misère qui frappe le peuple et le sang qui coule au Tchad depuis plusieurs années.

** ** *

** ** *

** **

**

SENEGAL

détournement de fonds à l'ONCAD

En début du mois d'août, un scandale a éclaté dans les services de l'ONCAD (Office National pour la Coopération et l'Assistance au Développement) au Sénégal. Il s'agit du détournement de sommes considérables. Selon le quotidien "Le Soleil", les chiffres avoisineraient le milliard de CFA.

Bien évidemment, l'affaire fait grand bruit. Son point de départ aurait été, selon "le Soleil", "le train de vie exorbitant" que menaient certains peseurs de produits agricoles, employés à l'ONCAD de la région du Sine Saloum.

Ces employés, dont le salaire avoisinerait le SMIC (18 000 - CFA) se signalaient, selon les journalistes gouvernementaux, par les "dépenses les plus extravagantes". Tiens donc ! Ainsi, de simples employés d'un Office tel que l'ONCAD réussissent à détourner environ un milliard CFA !

Aux dernières nouvelles, le "cerveau" de l'affaire aurait été découvert. Il s'agirait du directeur du service informatique de l'ONCAD. Celui-ci, aux dires des journalistes officiels, s'arrangeait avec les peseurs, petits salariés de la société, pour détourner l'argent. Avec lui, 32 peseurs ont été arrêtés jusqu'à ce jour.

Pour le moment, les autorités qui mènent l'enquête restent assez discretes sur l'étendue des complicités. Mais il y a fort à parier que les peseurs, et même le directeur du service informatique ne sont que de simples comparses, les victimes désignées. Car l'ONCAD représente une vaste administration. Ses activités qui couvrent diverses secteurs de l'économie sénégalaise, touchent directement près de 40 % de la population. Sa structure est si complexe, de l'avis même des spécialistes sénégalais, que les détournements ne se comptent plus. Si des enquêtes devaient être menées, il y aurait bien des surprises dans la haute hiérarchie de cette administration.

Car après tout, sous le régime Senghor, l'exemple des détournements vient bien des hauts fonctionnaires qui, à longueur d'années, utilisent les milliards de l'Etat à leur profit. Les villas des beaux quartiers de Dakar rappellent avec insolence l'impunité de ces messieurs.

Dans cette histoire, le gouvernement Senghor a la partie belle. Car il a là, l'occasion de faire d'une pierre deux coups. D'une part en faisant beaucoup de bruits autour de cette affaire, il va faire croire que sa justice sait se montrer impitoyable envers les malhonnêtes, en frappant de petits employés. D'autre part, ce grand bruit lui servira à masquer les grands détourneurs très hauts placés qui se remplissent les poches sur le dos des populations.

MADAGASCAR

grève des fonctionnaires

Suite à la réforme du statut de la fonction publique, décidée par le gouvernement malgache -notamment la réforme concernant "la grille des salaires"- à la fin du mois de juillet, une grève a été déclenchée par une partie des fonctionnaires, mécontents, essentiellement à Tananarive et dans une moindre mesure, à Fianarantsoa et à Majunga, au courant du mois d'août.

Cette grève a duré plusieurs semaines et a touché les ministères, la poste, l'ASECNA (la Météo) mais aussi l'entreprise DARIEUX, qui est une société privée, mais qualifiée d'"entreprise socialiste" (sans doute parce qu'une partie des actions appartiendrait à l'actuel ministre de l'économie, monsieur Rajakaboana).

Le gouvernement de Ratsiraka a réagi contre cette grève en arrêtant les délégués de la fonction publique et ceux de DARIEUX. Une partie des enseignants était aussi en grève à Tana. Pendant la dernière semaine du mois d'août encore, la grève de l'enseignement technique d'Ampefiloha (génie civil) a été suivie d'une manifestation devant le ministère de l'intérieur.

Le ministre les a accueillis avec un puissant cordon de policiers et de militaires. Plusieurs manifestants grévistes ont été arrêtés. Certains parmi les arrêtés ont été évacués à l'hôpital après les mauvais traitements subis en prison.

Qui sont ces fonctionnaires en grève et que revendiquent-ils? Ce n'est pas la majorité des fonctionnaires qui s'est sentie touchée par cette grève. Les grévistes font partie de la catégorie de ceux qui touchent environ 1 200 FF par mois (de niveau plus élevé que le fonctionnaire moyen). Ils se sont mis en grève car ils pensent que par le nouveau statut, le gouvernement vise à rabaisser leurs salaires, alors que celui des administrateurs (préfets, sous-préfets etc...) aura augmenté.

En fait si Ratsiraka a, dans le nouveau statut, donné la faveur à cette dernière catégorie, c'est par peur d'un éventuel mécontentement parmi cette partie de son personnel administratif, qui s'est sentie écartée de ses prérogatives par les structures nouvelles de l'administration : collectivités décentralisées que sont les fokonolona, fokontany, firaisam-pokotany etc... dont les dirigeants sont élus.

La radio, les journaux, et les différents partis politiques n'étaient pas muets sur cette grève. Ils se sont mis comme d'habitude au service du gouvernement. Ils lançaient tous, des invectives contre les grévistes, les accusant de "fauteurs de trouble", "d'ennemis de la révolution" etc...

.../...

Ils réclamaient l'union sacrée contre ceux qui demandent des augmentations. Tous les jours on entend la même chanson à la radio, suivie par les différents journaux : on répète que l'Etat fait beaucoup de sacrifices pour le peuple en achetant le riz plus cher sur la marché international, pour le revendre moins cher à l'intérieur. Que tout ce que l'Etat investi dans le pays c'est pour le bien du peuple etc... Et que par conséquent, les salariés doivent savoir faire des sacrifices (surtout les petits) et s'abstenir de revendiquer car " on ne peut pas demander à une vache (l'Etat) trop de lait (argent) alors que la saison est sèche".

Pourtant ceux qui s'accrochent à cet Etat montrent bien que la vache a toujours du lait. Il est de notoriété publique que le même ministre de l'économie, Rajakaboana, possède une cinquantaine de cars tout neufs qu'il fait utiliser par la FIBATA (société nationale de bus) pour son propre compte.

Tout récemment, il y aurait même eu un détournement de plusieurs milliards de Fmg dans le trésor public ; affaire qui a été très vite étouffée.

C'est la hantise de la grève en général qui a motivé cette réaction unanime de la presse et des partis politiques (même ceux qui se disent d'opposition). Ils ont peur que cet exemple de grève soit suivi par les travailleurs et les petits salariés de la fonction publique.

Pour le moment, il n'y a qu'une fraction de la petite bourgeoisie relativement privilégiée qui semble bouger. Et cela de manière isolée.

Les travailleurs et les petits salariés qui sont eux aussi, et surtout eux, victimes de la vie chère et de la misère grandissante ont tout intérêt à suivre l'exemple de la grève, car c'est la seule voie efficace pour imposer leur volonté contre les exploités.

CONFERENCE DES NON-ALIGNES

FOIRE DE DICTATEURS

Le 6^{ème} sommet des pays dits "non-alignés", qui s'est tenu du 3 au 8 septembre à la Havane, ~~encore~~ une fois été l'occasion pour ceux qui nous oppriment de s'afficher en défenseurs des pays sous développés. Les grands discours n'ont pas manqués à cette gigantesque mascarade politique.

Plus d'une centaine de pays, (presque tous les pays du Tiers-monde) étaient représentés à Cuba. Des représentants des pays les plus soumis à l'impérialisme tels la Côte d'Ivoire ou le Gabon à ceux des dictatures militaires comme l'Ethiopie ou le Bénin. C'était à qui tiendrait le langage le plus démagogique, dans cette foire de dictateurs.

Le représentant du Sénégal, Moustapha Niasso, affirmait par exemple: "...les modérés refusent qu'on les considère comme alliés naturels de tel ou tel grande puissance", "il faut rester en dehors de toute alliance". Allons donc! Venant d'un pays qui est lié par des accords de défense avec la France, elle qui a d'ailleurs une base militaire au Sénégal, cela paraît bien gros. Mais après tout, cela montre tout simplement les limites de ce mouvement dit des non-alignés.

Ce mouvement, à ses origines a certes suscité bien des illusions dans les pays du Tiers-monde. Mais la série de conférences qui ont lieu tous les trois ans, et qui n'apportent aucune réponse aux nombreux problèmes des pays sous-développés, montre bien la fausseté qu'il y a derrière la prétention de tous ces dirigeants, plus ou moins radicaux, à vouloir offrir une "troisième voie" de développement aux millions d'opprimés du Tier-monde.

La réalité, c'est que le capitalisme est mondial. Aucune voie n'est possible en dehors de la lutte de classe. Certes, il est possible pour un pays de prendre des distances vis à vis de l'impérialisme. Mais échapper à sa domination, cela est impossible. D'ailleurs, cela n'a jamais été l'intention des têtes couronnées et des dictateurs réunis à la Havane de le faire.

Que Mobutu se retrouve aux côtés de Castro, dans le même mouvement, sous le drapeau du non-alignement, c'est bien la preuve que tous ces dictateurs, qu'ils soient galonnés, rois, civils ou leaders radicaux, sont bien tous dans le même camp des exploités.

Que pourraient attendre les opprimés du Tiers monde d'une telle association des brigands, sinon la perpétuation de la misère et de l'exploitation capitaliste.

IRAN

LE REGIME DE KHOMEINY

ASSASSINE

Après des semaines de bombardements et d'horribles massacres, les troupes de Khomeiny ont occupé Mahabad, la capitale du Kurdistan. L'armée, aidée des milices khomeinystes, a occupé la plupart des grandes villes de cette région.

Ainsi, Khomeiny qui promettait plus de démocratie et de liberté, du haut de son refuge à Neuphle-le-château, a instauré une sanglante dictature en Iran.

Le peuple kurde lutte pour son indépendance depuis plus de 60 ans. Les kurdes, environ 14 millions d'hommes, vivent dispersés sur cinq pays : l'URSS, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Et aucun de ces Etats ne reconnaît aux kurdes une entité nationale.

Le PDKI, le parti démocratique d'Iran, avait profité de la chute du Chah pour réclamer son autonomie, que l'ancien régime lui refusait. La réponse de Khomeiny a été rapide. Depuis trois mois environ, ce sanguinaire a entrepris la chasse aux nationalistes kurdes. Il a procédé à une escalade militaire pour écraser la rébellion.

Cette vague de répression ne frappe pas uniquement le peuple kurde. Khomeiny s'est attaqué, sous le drapeau de l'islam, à l'ensemble des organisations d'opposition en Iran. Même ceux qui avaient soutenu Khomeiny en le présentant comme le libérateur des exploités, sont aujourd'hui frappés par la répression. C'est le cas, entre autre, des Feddayins, des Moujahiddins et du parti Toudeh (parti communiste iranien).

Il n'y a pas longtemps encore, lors du référendum, le parti Toudeh avait fait voter "oui" pour la république islamique de Khomeiny. Et de la même manière, pendant les élections de l'assemblée constituante, le Toudeh faisait de la propagande, là où il n'avait pas ses propres candidats, pour les représentants de Khomeiny.

Khomeiny s'est servi de ces organisations pour renforcer son pouvoir. D'abord en mettant l'armée de son côté et en contrôlant les milices islamiques qui se réclament de lui.

Certes pendant toute une période, Khomeiny représentait pour l'ensemble du peuple iranien un espoir de changement. Toutes les organisations d'opposition, y compris l'extrême gauche, ont cultivé cet espoir, au lieu de mettre en garde les exploités iraniens. Loin de profiter de cette occasion pour renforcer le camp des travailleurs et leurs organisations, ils ont laissé le champ libre à Khomeiny. Maintenant ce dernier est en train de mettre au pas l'ensemble de la population.

Les assassinats et l'action des commandos khomeinystes sont tournés contre la gauche iranienne. Lorsque le peuple kurde lutte pour son autonomie, Khomeiny prétexte le démentellement de l'Iran pour interdire tous les journaux d'opposition et les organisations. Et il concentre ses forces pour mater la résistance kurde.

Le massacre que Khomeiny a fait parmi le peuple kurde est une illustration sanglante de son régime face à tous ceux qui osent revendiquer leurs droits.

menace de mort sur des trotskystes iraniens

Quatorze militants du Parti Socialiste des Travailleurs (section iranienne de la IV^{ème} Internationale), sont condamnés à de lourdes peines par la "justice islamique" de Khomeiny. Douze sont condamnés à mort et deux à la prison à vie.

Ces militants trotskystes sont accusés d'avoir participé, le 29 mai dernier, dans la ville d'Ahwaz, à une manifestation de protestation. Ils sont accusés de "complot contre l'intérêt national" et d'avoir incité au "soulèvement armé du peuple arabe".

De nombreuses protestations ont eu lieu un peu partout en Europe. En particulier à Paris, des groupes d'extrême-gauche ont manifesté devant l'ambassade d'Iran. Des personnalités et des sections syndicales ont envoyé des télégrammes de protestation.

Les bourreaux de Téhéran n'ont pas encore exécuté ces militants trotskystes. Ils n'ont fait qu'un petit recul mais la vie de ces militants est toujours en danger.

Nous devons joindre notre indignation et nos protestations pour sauver la vie de ces camarades.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.